



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'IRLANDE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE DUBLIN

N° 4 – Avril & Mai 2021

En bref

La levée progressive des restrictions sanitaires donne un nouveau souffle à l'économie irlandaise, qui sort peu à peu de l'un des confinements les plus stricts au monde. La vitesse de la reprise reste toutefois tributaire du bon déploiement de la vaccination : un défi qui amène le ministre des finances, Paschal Donohoe, à affirmer que « la politique vaccinale est une politique économique ».

Zoom sur

Dans ses prévisions de printemps, la Commission européenne anticipe à nouveau le rôle joué par les firmes multinationales via les exportations comme moteur essentiel de la croissance irlandaise, qui ressort désormais à 4,6% en 2021. Ce rebond économique devrait en partie résulter des améliorations de l'environnement extérieur, notamment aux Etats-Unis dont l'activité commerciale avec l'Irlande est significative. Sur le plan intérieur, le déploiement de la vaccination serait favorable à la demande qui a été contrainte sur une longue période, conduisant alors à des niveaux d'épargne sans précédent. Cette année, la consommation des ménages pourrait ainsi progresser de 5,5% et l'investissement de 6,5%. L'institution européenne alerte toutefois sur les effets d'hystérèse du cycle sur l'économie compte tenu du chômage de longue durée et de l'inadéquation des compétences susceptible de l'accompagner sur le marché du travail.

LE CHIFFRE À RETENIR

4,5%

4,5%, c'est le taux de croissance du PIB réel tel qu'estimé par le ministère des finances irlandais à l'occasion de la mise à jour de son programme de stabilité dans le cadre du semestre européen.

Macroéconomie

1 Prévisions de croissance

En 2021, les estimations de croissance économique vont de 4,2% à 5,9%.

Tableau récapitulatif des prévisions de croissance

Variation annuelle du PIB réel en %	2021	2022
Ministère des finances	4,5	5
Banque centrale	5,9	4,7
Think-tank ESRI	4,4	5,2
Commission européenne	4,6	5
FMI	4,2	4,8
EY	5	4,6

Source : SE de Dublin

Le ministère des finances irlandais qualifie toutefois l'environnement d'extrêmement incertain. L'évolution du virus et de ses variants, le déploiement de la vaccination, le rythme de retrait des mesures phares de soutien aux ménages et aux entreprises, ainsi que le degré d'utilisation de l'épargne accumulée pendant la crise sanitaire comptent, en effet, parmi les facteurs qui peuvent sensiblement faire évoluer ces projections à court terme. Aussi, le recul des capacités productives résultant de la pandémie comporte des risques de détérioration à moyen terme.

Sur une note plus optimiste, le think-tank *Economic and Social Research Institute* (ESRI) souligne que la rapidité de réponse à la double crise sanitaire et économique par les gouvernements et banques centrales permettra à l'économie irlandaise de se redresser plus vite après la Covid-19 qu'après la crise financière de 2008.

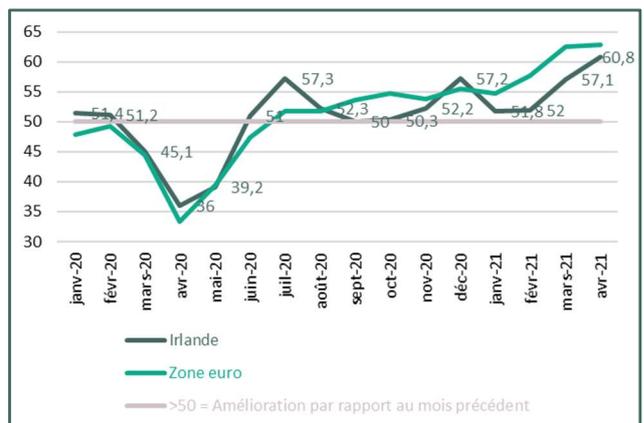
2 Activité économique

Les indices des directeurs d'achats (PMI) de l'institut Markit au mois de mars et avril 21 envoient un fort signal de rebond de l'activité économique dans le contexte de la levée progressive des restrictions sanitaires. Le niveau de confiance des entreprises interrogées sur les perspectives des douze mois à venir atteint des records, celles-ci estimant que les avancées en matière de vaccination permettront bientôt la réouverture des pans entiers de l'économie.

Industrie

Au mois d'avril 2021, l'indice PMI du secteur manufacturier irlandais a atteint son plus haut niveau jamais enregistré depuis le début de la série en 1998 (+3,7 points à 60,8) (Figure 1). L'indice suit les mêmes tendances qu'ailleurs (Royaume-Uni, Etats-Unis et zone euro) alors que la reprise économique à l'échelle mondiale s'accélère. Chacune de ses composantes indique une amélioration rapide des conditions d'activité : la production a fortement augmenté sous l'effet des nouvelles commandes, et l'emploi a progressé au rythme le plus soutenu depuis décembre 2017.

Figure 1 : Indice PMI pour l'industrie



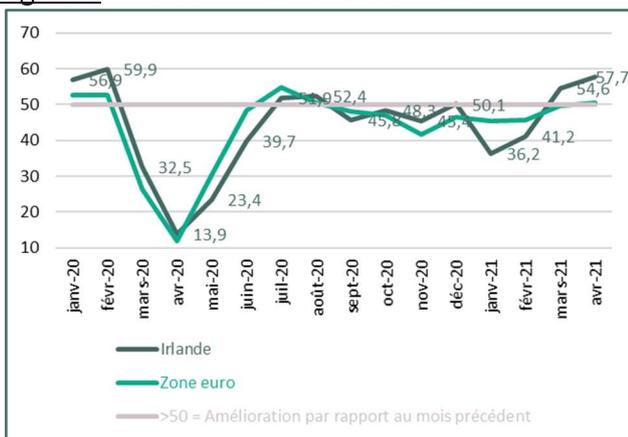
Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par AIB Ireland

Seule ombre au tableau : les nouvelles formalités douanières avec le Royaume-Uni, les perturbations sur le transport de biens et la pénurie de matières premières mettent sous pression les chaînes d’approvisionnement et allongent les délais de livraison.

Services

L’indice PMI dans les services s’est, lui aussi, nettement amélioré au mois d’avril 21 (+3,1 points à 57,7) alors même que les commerces non-essentiels demeuraient fermés (Figure 2). Dans ce sens, l’indice signale une amélioration de l’activité dans le secteur des services plutôt qu’un retour à des conditions normales de marché. Signe encourageant : les quatre sous-secteurs interrogés pour la constitution de l’indice, dont celui des transports, des activités touristiques et des loisirs – le plus exposé à la pandémie – ont enregistré une croissance des nouvelles affaires. L’emploi dans le secteur des services a progressé au rythme le plus soutenu depuis le début de la crise sanitaire.

Figure 2 : Indice PMI dans les services

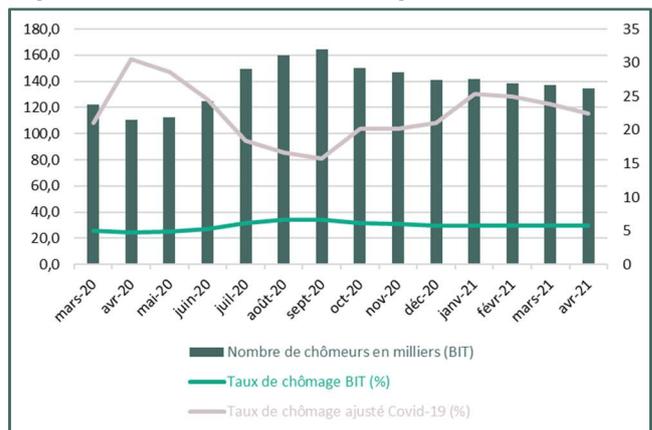


Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par AIB Ireland

3 Chômage

Le taux de chômage en Irlande s’élève à 5,8% de la population active au mois d’avril 2021. S’il est stable d’un mois sur l’autre depuis le début de la crise sanitaire, ce chiffre – calculé en application des normes européennes et internationales – ne reflète pas les nombreux bénéficiaires des allocations versées au titre des dispositifs spéciaux liés à la Covid-19, ces personnes ne remplissant pas les critères arrêtés par le Bureau International du Travail (BIT) (Figure 3).

Figure 3 : Évolution du chômage



Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par le CSO

Le *Central Statistics Office* (CSO), l’équivalent irlandais de l’INSEE, évalue le taux de chômage à l’aide d’un autre indicateur : le *COVID-19 Adjusted Measure of Unemployment*. En intégrant l’ensemble des personnes ayant perdu leur emploi sous l’effet de la crise sanitaire au sein des chômeurs – celles-ci bénéficiant de l’allocation spécifique mise en place pour soutenir leurs revenus (*Pandemic Unemployment Payment* ou PUP) – le taux de chômage ajusté s’établit ainsi à 22,4% au mois d’avril 21, en baisse par rapport au trimestre précédent.

Dans son dernier bulletin trimestriel, la Banque Centrale d'Irlande (BCI) estime que la levée progressive du PUP entraînera l'augmentation du taux de chômage standard à 6,6% en 2021 puis 8,1% en 2022. Elle précise qu'environ 100 000 personnes perdraient définitivement leur emploi sous l'effet de la pandémie. La Commission européenne est plus pessimiste pour cette année qui, selon elle, pourrait se terminer avec un taux de chômage à 10,7% ; soit un niveau nettement supérieur à la situation de quasi plein-emploi que connaissait l'Irlande pré-Covid.

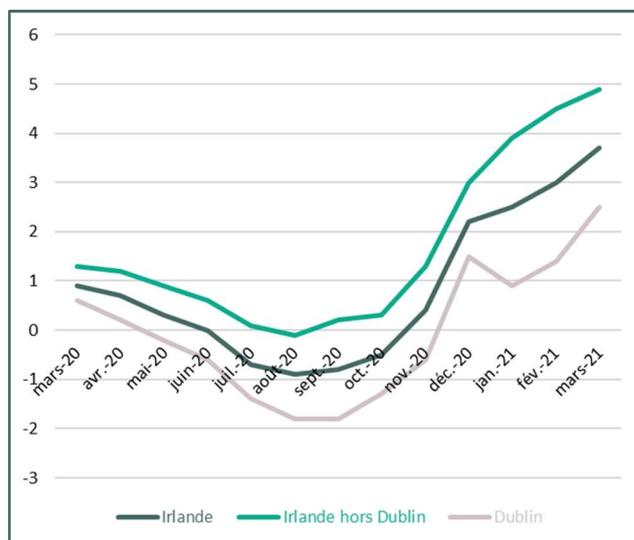
Quant au taux de chômage des jeunes (15-24 ans), il s'élève à 15,9% (mesure standard) ou 61,8% (indicateur ajusté) au mois d'avril 21.

4 Immobilier

L'indice PMI dans la construction, calculé par Ulster Bank, a fortement rebondi en avril 2021 par rapport au mois précédent (+18,4 points à 49,4) suivant la réouverture progressive des chantiers du BTP. Cependant, l'indice demeure en territoire de contraction et les entreprises du secteur font face à une pénurie inédite de matériaux, notamment isolants et plastiques, qui pourrait aggraver les difficultés d'approvisionnement, engendrer des retards dans les livraisons et faire grimper les coûts. Avec l'arrêt des chantiers non-essentiels qui a duré près de 5 mois, l'ESRI indique, par ailleurs, que le nombre de logements construits en Irlande ne s'élèverait plus qu'à 15 000 en 2021 et 16 000 en 2022. Or, pour mémoire, le think-tank estime qu'environ 28 000 logements par an seraient nécessaires pour simplement suivre le rythme de la croissance démographique à moyen terme.

Sur le marché de l'immobilier, les prix dans le secteur résidentiel (maisons et appartements) sur l'ensemble du territoire, et mesurés par le CSO (*Residential Property Price Index*) continuent de progresser à un rythme soutenu, à 3,7% en mars 2021 par rapport à mars 2020 ([Figure 4](#)).

Figure 4 : Prix de l'immobilier résidentiel
Variation en glissement annuel (%)



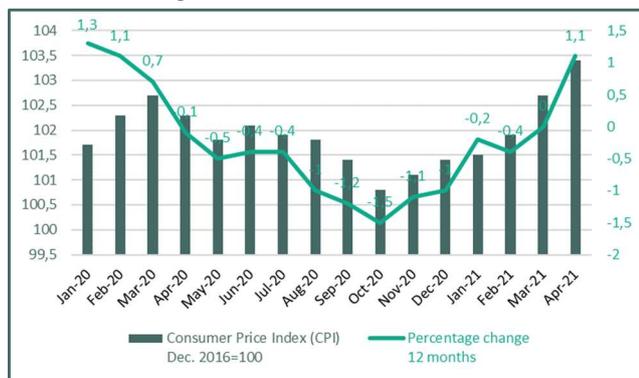
Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par le CSO

La croissance des prix est plus forte hors Dublin (4,9%) que dans la capitale irlandaise (2,5%). L'indice des prix demeure quinze pourcent moins élevé que son plus haut niveau atteint en 2007 avec la bulle immobilière.

5 Inflation

En Irlande, l'inflation mesurée par l'Indice des Prix à la Consommation (*Consumer Price Index* ou CPI) s'élevait à 1,1% en avril 2021 par rapport à avril 2020, soit le niveau le plus élevé depuis plus d'un an ([Figure 5](#)). L'indice CPI a essentiellement été tiré par la hausse des prix dans les secteurs suivants : le logement, l'eau, le gaz, l'électricité et les autres combustibles (3,6%) ; la santé (3%) ; les restaurants et les hôtels (2,9%) ; ainsi que les boissons alcoolisées et le tabac (2,2%). À l'inverse, les prix ont baissé dans l'habillement et les chaussures (-3,5%) ; les communications (-1,9%) ; ou encore l'ameublement, l'équipement ménager et l'entretien courant de la maison (-1%). L'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (*Harmonised Index of Consumer Prices* ou HICP) suit la même tendance pour le mois d'avril 21 (1,1%).

Figure 5 : Indice des Prix à la Consommation
Variation en glissement annuel (%)



Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par le CSO

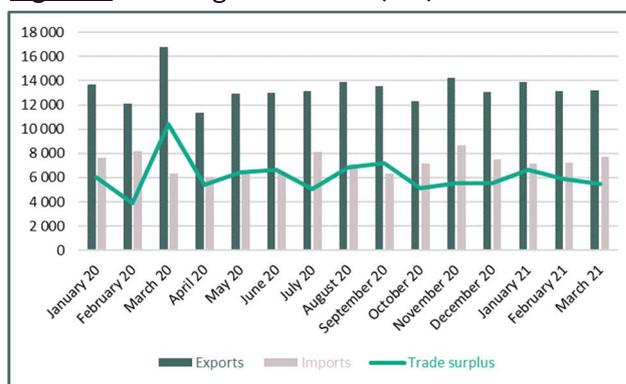
D'après le ministère des finances, l'inflation devrait s'établir à 1,1% en 2021 et continuer de progresser à 1,9% en 2022, soutenue notamment par la hausse des prix du pétrole, la fin de la réduction temporaire du taux standard de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qui était passé de 23% à 21% pendant six mois à compter du 1^{er} septembre 20, ainsi que la hausse de la demande à mesure que l'économie réouvre. L'inflation sous-jacente, qui exclut du panier l'énergie et l'alimentation sujettes à une forte volatilité des prix, s'élèverait quant à elle à 0,7% en 2021 puis 1,7% en 2022.

6 Commerce extérieur

D'après les données mensuelles du CSO, les exportations de biens en valeur en mars 2021 s'établissent à 13,2 Mds€, en baisse de -21% par rapport à mars 2020. Cela s'explique par le niveau exceptionnellement élevé des exportations à cette période l'année dernière, les entreprises anticipant le confinement à venir en raison de la pandémie de Covid-19. À l'inverse, les importations de biens en valeur ont augmenté de 21% en mars 21 par rapport à mars 20, pour s'établir à 7,7 Mds€. Au total, l'Irlande enregistre un surplus commercial de 5,5 Mds€ sur le mois, en diminution de -47% par rapport à mars 20 mais stable par rapport aux mois précédents (Figure 6).

La ventilation des échanges commerciaux par pays révèle qu'en mars 21, les importations de biens en provenance de l'UE (3,1 Mds€) ont augmenté de 46% par rapport à mars 20, tandis que celles en provenance du Royaume-Uni (1,3 Mds€) ont baissé de -21%. L'impact du Brexit est particulièrement notable dans le secteur agro-alimentaire.

Figure 6 : Echanges de biens (M€)



Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par le CSO

Finances publiques

1 Exchequer

D'après le ministère des finances, les dépenses publiques continuent d'augmenter et de dépasser les plafonds inscrits en loi de finances sous l'effet de la crise sanitaire. Elles s'établissent ainsi à 26,7 Mds€ sur la période janvier-avril 2021, soit 3% (794 M€) au-dessus des limites budgétaires et en hausse de 9% (2,2 Mds€) par rapport à janvier-avril 2020. Les recettes, quant à elles, demeurent résilientes face à l'impact des restrictions sanitaires sur le marché du travail. Elles s'élèvent à 16,1 Mds€ à cette époque de l'année, en progression de 4,2% par rapport à la période correspondante l'année dernière.

Dans son rapport annuel sur la fiscalité, publié plus tôt ce mois-ci, la Commission européenne signale que le ratio de l'impôt/PIB de l'Irlande s'élevait à 22% contre 40% dans la moyenne de l'UE en 2019. De nombreuses institutions dont le Fonds Monétaire International (FMI) dans ses conclusions préliminaires au titre de la mission Article IV, ainsi que la BCI, l'ESRI ou encore l'*Irish Fiscal Advisory Council* (IFAC), l'équivalent irlandais du Haut Conseil des Finances Publiques, mettent en évidence la nécessité d'augmenter la charge fiscale pour que le gouvernement irlandais puisse financer l'augmentation des dépenses courantes de manière durable. Déjà avant la pandémie de Covid-19, le vieillissement de la population, la dépendance trop importante des finances publiques vis-à-vis de l'impôt sur les sociétés, ainsi que le recul prévisible des recettes perçues au titre de l'impôt sur les véhicules polluants alimentaient ce débat. La crise sanitaire et les réformes à venir en matière de fiscalité internationale ont depuis ajouté une certaine urgence à trouver de nouvelles recettes.

2 Programme de stabilité

Dans son programme de stabilité, le gouvernement irlandais anticipe un déficit public de -18 Mds€ en 2021, soit -4,7% du PIB ou -8,4% du GNI*, mesure alternative au PIB corrigée de l'activité des firmes multinationales (FMN). Celui-ci pourrait revenir à -11,6 Mds€ en 2022, soit -2,8% du PIB ou -5% du GNI*. Mais les conditions permettant la levée progressive des restrictions sanitaires et la reprise économique concomitante sont essentielles pour maintenir le déficit aux niveaux anticipés. Le ratio dette/PIB atteindrait, quant à lui, 62,2% du PIB en 2021 (soit 112% du GNI*), 60,2% du PIB en 2022 (soit 107,5% du GNI*) et 59% du PIB en 2023 (soit 106% du GNI*), date à laquelle il passerait donc sous le seuil des 60%. Exprimée en % du GNI*, le gouvernement reconnaît qu'il s'agit de l'une des dettes publiques les plus élevées parmi les économies avancées et signifie l'importance de rétablir sa trajectoire à la baisse afin de maintenir le refinancement à des taux raisonnables.

3 Financement de l'État

La NTMA (*National Treasury Management Agency*), l'équivalent irlandais de l'Agence France Trésor, a déjà levé 12 Mds€ depuis le début de l'année sur une fourchette annoncée de 16 à 20 Mds€. Le 15 avril 2021, elle a procédé à une deuxième opération par syndication : le nouveau titre de référence irlandais à 20 ans a ainsi permis de lever 3,5 Mds€ au taux non plus négatif mais néanmoins très bas de 0,585%. La demande totale a atteint 35 Mds€ provenant d'une base de 200 investisseurs. D'un point de vue géographique, la distribution met en évidence l'intérêt des investisseurs venant d'Allemagne/ d'Autriche et de Suisse (25%), des pays nordiques (21%), du Royaume-Uni (15%), d'Italie (8%) ou encore de France (7%). Le montant syndiqué a été essentiellement alloué aux banques (31%), gestionnaires de fonds (29%)

et fonds de pension de retraite et d'assurance (18%). En outre, elle a effectué cinq adjudications qui lui ont permis de lever 4 Mds€. Le 13 mai 21, elle a émis trois obligations souveraines d'un montant total de 1,5 Mds€, à maturité 10, 12 et 29 ans et aux taux fixes de respectivement 0,3%, 0,4% et 1%.

LE CHIFFRE DU MOIS

11,3%

En 2018, l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes s'élevait en moyenne à 11,3% en Irlande contre 14,4% dans l'UE, d'après les chiffres publiés par Eurostat à l'occasion de la Journée internationale de la femme. De fortes disparités subsistent entre les Etats membres, l'écart de salaires allant de seulement 1,3% au Luxembourg à 7,9% en Slovénie, 11,8% en Suède, 16,5% en France et 21,7% en Estonie, en 2019. Mais un faible « écart de rémunération » – calculé sur la base de la différence de salaire horaire brut moyenne entre les femmes et les hommes – ne signifie pas nécessairement plus d'« égalité entre les sexes ». La participation des femmes sur le marché du travail, les contrats à temps partiel, les dispositions légales en matière de congés maternité, etc., peuvent sensiblement influencer sur ce chiffre.

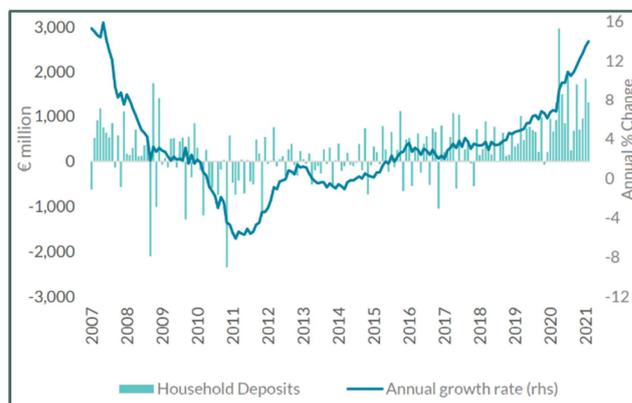
Le Parlement irlandais examine actuellement un projet de loi (*Gender Pay Gap Information Bill*) qui, une fois adopté, obligera les entreprises de plus de 250 personnes à publier les données relatives aux différences salariales entre les femmes et les hommes, en ce compris les primes. Son champ d'application sera par la suite étendu aux entreprises de plus de 50 personnes.

Secteur financier et assurances

1 Ménages

Depuis le début de la crise sanitaire, l'encours des dépôts des ménages irlandais ne cesse d'augmenter : +15,7 Mds€ entre mars 2020 et mars 2021 sur un total de 128,8 Mds€. C'est deux fois plus qu'entre mars 2019 et mars 2020, période pendant laquelle l'épargne avait progressé de +7,1 Mds€. Le taux de croissance annuel des dépôts des ménages a ainsi atteint 14% en février 2021, soit le plus élevé depuis juin 2007 (Figure 7). Le CSO relève, quant à lui, que le taux d'épargne des ménages (épargne divisée par le revenu brut disponible) atteint 23,7% en 2020 contre 12,2% en 2019.

Figure 7 : Dépôts nets des ménages irlandais



Source : Banque Centrale d'Irlande

Côté crédits, l'encours de prêts hypothécaires s'accélère pour la première fois depuis un an au mois de mars 21, en hausse de 3% par rapport au mois précédent. Le taux d'intérêt moyen pour les nouveaux prêts immobiliers s'élevait à 2,79% au mois de janvier 21, soit -13 points de base qu'en janvier 20. En moyenne dans la zone euro, ce même taux était de 1,27%.

Les crédits à la consommation, habituellement utilisés pour l'achat de voitures, le financement de vacances ou de cartes de crédit, n'ont pas progressé en ce début d'année sous l'effet du confinement.

2 Entreprises

Le crédit bancaire aux sociétés non-financières montre des signes de reprise alors que celui-ci s'était contracté de -20% en 2020 par rapport à 2019 pour les petites et moyennes entreprises (PMEs). La tendance est toutefois très inégale selon les secteurs d'activité : les prêts aux PME dans les secteurs de la construction et de l'industrie primaire ont ainsi bien progressé depuis le pic de contraction atteint au deuxième trimestre 2020, tandis que ceux dans les secteurs tournés vers les services restent largement en-deçà de la normale ([Figure 8](#)).

Figure 8 : Nouveaux prêts aux PME par secteur d'activité



Source : Banque Centrale d'Irlande

Comme les ménages, enfin, les dépôts des entreprises irlandaises ont progressé sous l'effet de la pandémie : +12 Mds€ entre mars 2020 et mars 2021 sur un total de 73,5 Mds€, contre +7 Mds€ entre mars 2019 et mars 2020.

3 Banques

Selon une étude commandée par l'*Irish Banking Culture Board* (IBC), quatre personnes sur dix affirment que leur perception des banques traditionnelles s'est détériorée depuis 2008. Les inquiétudes des clients portent notamment sur la numérisation de ces établissements, la fermeture d'agences qui l'accompagne et le traitement réservé aux consommateurs vulnérables. A l'inverse, la confiance envers les banques en ligne progresse, notamment en raison de la simplicité des services proposés.

Les résultats de cette enquête sont présentés au moment où le secteur voit deux banques commerciales quitter le marché irlandais, Ulster Bank et KBC. A ce jour, AIB a signé un MoU non-contraignant pour l'acquisition d'environ 4 Mds€ du portefeuille de prêts aux entreprises d'Ulster Bank tandis que Bank of Ireland (BoI) est en pourparlers pour le rachat de l'ensemble du portefeuille performant de KBC. Ensemble, AIB et BoI occupent une part dominante du marché en Irlande, représentant 57% des crédits hypothécaires aux ménages et 88% des prêts aux entreprises. Ce manque de concurrence est une préoccupation majeure dans le pays et illustre les difficultés soulevées par le modèle opérationnel des établissements bancaires irlandais.

Entreprises

1 Covid-19

Une étude publiée conjointement par l'ESRI et la BCI met en évidence la sévérité du choc provoqué par la pandémie sur les PME. Avec une perte médiane du chiffre d'affaires de -25% et une réduction moyenne de leurs dépenses de -40%, la levée des mesures de soutien gouvernementales et les changements structurels créés ou exacerbés par la crise sanitaire pourraient faire basculer les entreprises les plus vulnérables dans l'insolvabilité. L'étude indique que 60% des PME ont bénéficié des subventions pour les coûts salariaux, 20% du report des charges fiscales et seulement 6% des programmes de prêts.

2 Brexit

Malgré le faible déploiement des dispositifs de financement mis en place, le gouvernement irlandais a lancé une nouvelle initiative dite *Brexit Impact Loan Scheme* (BILS) administrée par la *Strategic Banking Corporation of Ireland* (SBCI). D'une capacité de financement de 330 M€, ce nouveau programme offre une garantie publique de 80% aux banques participantes pour des prêts allant de 25 000€ à 1,5 M€, à des fins de trésorerie, d'investissement ou de refinancement de dette. Il s'adresse aux PME négativement affectées par le Brexit qui emploient moins de 500 salariés, dans les domaines de l'agriculture et de la pêche notamment.

3 IDE

Selon le CSO, le stock d'investissements directs étrangers (IDE) en Irlande s'élevait à 1 030 Mds€ en 2019, soit l'équivalent de 288% du PIB. Plus d'un tiers des IDE entrants étaient des investissements dits « fantômes », c'est-à-dire qu'ils circulaient dans le pays sans financer d'activités économiques ni alimenter la croissance ou la création d'emplois.

Le groupe pharmaceutique *Pfizer* a annoncé un investissement de 40 M\$ dans son usine dublinoise afin de pouvoir y produire une substance médicamenteuse de l'ARNm, le principe actif essentiel du vaccin contre la Covid-19. Cette décision permettra la création de 75 nouveaux emplois. Moins récente, l'annonce de la société de paiement en ligne *Stripe*, américaine mais d'origine irlandaise, d'étendre largement sa présence à Dublin via la création de 1 000 emplois sur les cinq prochaines années a également été saluée par IDA Ireland, qui se félicite que l'Irlande soit une place de choix pour la Silicon Valley.

Tableau des indicateurs mensuels

	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21
Production										
PIB trimestriel à prix constants (Mds€)										
(Référence = 2018)			94,6			89,8				
<i>Croissance réelle (glissement annuel, g.a.)</i>			8,9%			-0,2%				
Indice de production industrielle										
(Base 100 = 2015)	105,9	91,6	89	90,7	129,5	123,9	123,4	128,6	126	
<i>Secteur traditionnel</i>	110,8	108,6	108,8	110,7	108,9	113,6	114,2	112,8	107,7	
<i>Secteur moderne</i>	105,2	87,2	84,1	84	137,1	129,5	129	137,7	135,3	
Purchasing Managers Index (PMI)										
<i>Industrie</i>	57,3	52,3	50,0	50,3	52,2	57,2	51,8	52	57,1	60,8
<i>Services</i>	51,9	52,4	45,8	48,3	45,4	50,1	36,2	41,2	54,6	57,7
<i>Construction</i>	53,2	44,0	47,0	48,6	53,5	52,3	21,2	27	30,9	49,4
Compte courant										
Importations de marchandises (Mds€)	8,1	7,1	6,3	7,2	8,7	7,5	7,2	7,2	7,7	
Exportations de marchandises (Mds€)	13,1	13,9	13,6	12,3	14,3	13	13,9	13,1	13,2	
Solde commercial (Mds€)	5	6,8	7,2	5,1	5,6	5,5	6,7	5,9	5,5	
Balance courante trimestrielle (Mds€)			12,7			7,1				
<i>Balance courante en % du PIB</i>			12,8%			7,5%				
Evolution des prix										
Inflation CPI (glissement mensuel, g.m.)	-0,2%	-0,1%	-0,4%	-0,6%	0,3%	0,3%	0,1%	0,4%	0,8%	0,7%
Prix résidentiels à l'achat (g.m.)										
<i>National</i>	0,2%	0,0%	0,2%	0,4%	0,7%	0,7%	0,4%	0,4%	0,7%	
<i>Irlande sauf Dublin</i>	0,5%	0,0%	0,4%	0,4%	0,8%	1,0%	0,5%	0,2%	0,4%	
<i>Dublin</i>	-0,2%	0,0%	0,1%	0,5%	0,5%	0,5%	0,2%	0,6%	1,1%	
Loyers dans le parc privé (g.m.)	0,2%	0,2%	0,4%	-0,5%	0,0%	0,4%	0,3%	0,2%	0,8%	1,2%
Marché du travail										
Nombre de chômeurs (Milliers)	149,2	159,8	164,7	150,2	146,9	141,2	141,6	138,5	137,0	134,7
<i>Taux de chômage</i>	6,2%	6,6%	6,7%	6,2%	6,0%	5,8%	5,8%	5,7%	5,8%	5,8%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	17,2%	17,4%	18,3%	16,4%	16,6%	15,8%	15,6%	14,7%	14,8%	15,9%
Salaire horaire moyen (€)			24,4			25,6				
<i>Variation du salaire horaire moyen en g.a.</i>			3,9%			5,5%				
Consommation et investissement										
Consommation finale privée (variation en g.t.)			21,3%			-2,3%				
Investissement (g.t.)			4,4%			28,7%				
Indice de la vente au détail (variation en g.a.)	9,1%	8,6%	10,8%	7,7%	-4,3%	8,3%	-14,1%			
<i>Hors automobiles</i>	5,7%	6,8%	9,1%	9,4%	-2,8%	7,3%	-9,8%	-2,7%	0,3%	
<i>Automobiles</i>	15,0%	13,6%	18,4%	3,7%	-9,4%	14,2%	-19,5%	1,6%	27,5%	
Secteur financier										
Encours de dépôt des ménages (g.m.)	1,6%	0,2%	0,6%	1,4%	0,5%	0,8%	1,5%	1,1%	0,7%	
Encours de dépôt total (g.m.)	1,4%	0,1%	1,9%	1,3%	0,9%	2,3%	-0,4%	0,2%	2,3%	
Encours de crédit aux ménages (g.m.)	0,8%	0,0%	0,3%	0,1%	-1,4%	0,0%	-0,5%	-2,0%	-2,5%	
Encours de crédit hypothécaire (g.m.)	1,1%	-0,1%	0,3%	0,1%	-1,6%	0,6%	-0,3%	-2,3%	3,0%	
Encours de crédit aux SNF (g.m.)	-2,1%	0,1%	-2,2%	-0,9%	0,3%	-2,0%	-0,6%	0,4%	-0,2%	
Indice boursier ISEQ (dernier)	6099,6	6434,4	6380,9	6427,7	7184,7	7376,3	7047,3	7341,4	8083,9	8092,9
Rendement de l'obligation à 10 ans (dernier)	-0,107	-0,034	-0,139	-0,247	-0,254	-0,304	-0,193	0,106	0,075	0,186

Tableau des indicateurs annuels

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Production						
PIB annuel à prix courants (Mds€)	262,8	270,8	300,3	326,9	356,0	366,5
<i>Croissance réelle</i>	25,2%	2,0%	9,1%	8,5%	5,6%	3,4%
Indice de production industrielle (Base 2015 = 100)	100,0	101,8	99,5	94,6	97,3	101,4
Valeur ajoutée brute des multinationales (Prix constants/2018 - M€)	102 083	102 661	113 099	131 826	140 903	n/a
<i>En % de la VAB totale</i>	39,7%	39,3%	40,3%	42,8%	43,4%	n/a
Compte courant						
Exportations de marchandises (Mds€)	112,4	119,3	122,7	140,6	152,5	161,9
Importations de marchandises (Mds€)	70,1	74,2	83,0	92,0	91,0	86,8
Solde commercial (Mds€)	42,3	45,1	39,7	48,6	61,5	75,1
Balance courante (% du PIB)	4,4%	-4,2%	0,5%	10,6%	-9,4%	4,6%
Evolution des prix						
Inflation CPI (Moyenne annuelle)	-0,3%	0,0%	0,4%	0,5%	0,9%	-0,3%
<i>Inflation hors énergie</i>	0,6%	0,7%	0,1%	0,1%	1,0%	0,075%
Variation des prix immobiliers (Glissement annuel, g.a.)						
<i>Irlande sauf Dublin</i>	13,2%	9,9%	12,2%	12,0%	4,8%	1,1%
<i>Dublin</i>	10,0%	5,1%	9,5%	8,6%	0,0%	-0,5%
Population						
Population	4 687 800	4 739 600	4 792 500	4 857 000	4 921 500	4 977 400
<i>Variation annuelle</i>	0,9%	1,1%	1,1%	1,3%	1,3%	1,1%
Solde migratoire	-11 600	3 100	19 800	34 000	33 700	28 900
Marché du travail						
Population active	2 170 500	2 195 600	2 220 500	2 410 100	2 471 700	2 445 100
<i>Variation annuelle</i>	0,6%	1,2%	1,1%	8,5%	2,6%	-1,1%
<i>Taux de participation</i>	60,0%	61,9%	62,2%	62,2%	62,7%	61,3%
Nombre de chômeurs	187 500	147 400	132 900	128 800	110 600	468 655
<i>Taux de chômage</i>	8,7%	7,2%	6,1%	5,4%	4,5%	19,4%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	327 100	333 100	341 500	347 100	355 700	351 300
<i>En % de l'emploi total</i>	16,5%	16,3%	15,3%	15,2%	15,1%	15,3%
Nombre de personnes employées par les multinationales	189 236	203 483	215 506	231 229	245 096	269 208
<i>En % de l'emploi secteur privé</i>	15,2%	15,6%	15,4%	15,8%	16,1%	18,2%
Salaire annuel moyen	36 457	36 933	37 637	38 871	40 283	n/a
<i>Variation annuelle</i>	1,3%	1,3%	1,9%	3,3%	3,6%	n/a
Revenu disponible brut des ménages (M€)	88 318	93 179	99 271	104 402	n/a	n/a
<i>Variation annuelle</i>	4,6%	5,5%	6,5%	5,1%	n/a	n/a
Salaire horaire minimum (€)	8,65	9,15	9,25	9,55	9,8	10,1

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Consommation et investissement						
Consommation finale privée (g.a.)	3,2%	5,0%	2,4%	2,8%	3,2%	-9,0%
Formation brute de capital fixe (g.a.)	50,2%	50,9%	0,0%	-6,2%	74,8%	-8,5%
Secteur financier						
Encours de dépôt des ménages (g.a.)	3,6%	2,5%	3,7%	4,5%	6,2%	12,7%
Encours de crédit total (g.a.)	-11,7%	-6,2%	0,6%	1,4%	-4,5%	-6,6%
<i>Ménages</i>	-5,1%	-4,1%	1,9%	1,4%	0,7%	-5,5%
<i>Prêts immobiliers</i>	-1,6%	-4,6%	1,6%	1,4%	0,5%	-3,5%
<i>SNF</i>	-22,1%	-9,6%	-2,4%	1,8%	-5,7%	-6,7%
Indice boursier ISEQ (Moyenne annuelle)	6 258,3	6 167,7	6781,4	6557,7	6305,5	6326,5
Gouvernement						
Dépenses publiques (Mds€)	77,1	76,6	78,8	83,4	87,6	104,2
Recettes publiques (Mds€)	71,9	74,7	77,9	83,9	89,1	85,8
Déficit/excédent public (Mds€)	-5,2	-1,9	-0,9	0,4	1,5	-18,4
<i>En % du PIB</i>	-2,0%	-0,7%	-0,3%	0,1%	0,5%	-5,0%
<i>En % du GNI*</i>	-3,2%	-1,1%	-0,5%	0,2%	0,7%	-8,9%
<i>En % des recettes publiques</i>	-7,2%	-2,5%	-1,2%	0,5%	1,7%	-21,4%
Dette publique (Mds€)	201,6	200,6	201,2	205,9	204,2	218,2
<i>En % du PIB</i>	76,7%	74,1%	67,0%	63,0%	57,4%	59,5%
<i>En % du GNI*</i>	124,0%	114,8%	108,1%	103,6%	95,6%	105,6%
<i>En % des recettes publiques</i>	284,3%	268,5%	258,3%	251,4%	229,2%	254,3%
<i>Par habitant (*000€)</i>	43 000	42 350	42 000	42 400	41 450	44 531
Politique énergétique						
Consommation finale d'énergie (En % du total) :						
<i>Charbon</i>	2,8%	2,4%	2,1%	2,1%	2,1%	n/a
<i>Tourbe</i>	1,8%	1,7%	1,6%	1,6%	1,5%	n/a
<i>Pétrole</i>	57,3%	57,8%	57,5%	57,3%	56,5%	n/a
<i>Gaz naturel</i>	15,2%	15,4%	15,5%	15,8%	15,9%	n/a
<i>Energies renouvelables</i>	3,5%	3,4%	3,9%	3,8%	3,9%	n/a
<i>Autres (non-renouvelables)</i>	0,4%	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	n/a
<i>Electricité</i>	19,1%	18,9%	19,0%	18,9%	19,7%	n/a
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	88%	69%	66%	67%	n/a	n/a

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international